

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/GC/24**

12 avril 1999

(99-1437)

**Conseil général  
14 avril 1999**

Original: anglais

## **EXAMEN INTÉRIMAIRE DE L'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE**

### Communication du Président du Conseil du commerce des marchandises

La communication ci-après, datée du 9 avril 1999, adressée par le Président du Conseil du commerce des marchandises au Président du Conseil général, est distribuée aux Membres.

---

À la réunion informelle sur le commerce électronique tenue par le Conseil du commerce des marchandises le 8 mars 1999, les Membres ont demandé au Président d'établir un résumé factuel faisant le point des discussions après l'achèvement d'une série de réunions informelles du Conseil du commerce des marchandises (26 novembre 1998, 5 février et 8 mars 1999) sur les aspects du commerce électronique se rapportant au domaine des marchandises. Il a été demandé au Président de transmettre ce résumé au Président du Conseil général à titre de contribution à l'examen intérimaire de l'avancement de la mise en œuvre du programme de travail, auquel le Conseil général doit procéder le 14 avril 1999.

Je vous fais parvenir ci-joint le texte de ce résumé, qui indique où en sont les discussions sur les points énumérés au paragraphe 3.1 du programme de travail après les réunions informelles présidées par mon prédécesseur, M. l'Ambassadeur Saborio Soto.

Les Membres ont convenu de poursuivre leurs discussions sur le commerce électronique, si nécessaire, à la lumière des résultats de l'examen intérimaire de l'avancement de la mise en œuvre du programme de travail.

## **CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE**

### Résumé des discussions dans le cadre du CCM établi par le Président

Les Membres ont demandé au Président du Conseil des marchandises d'établir un résumé factuel faisant le point des discussions après l'achèvement d'une première série de réunions informelles du Conseil du commerce des marchandises sur les aspects du commerce électronique se rapportant au domaine des marchandises. Il a été demandé au Président de transmettre ce résumé au Président du Conseil général à titre de contribution à l'examen intérimaire de l'avancement de la mise en œuvre du programme de travail, auquel le Conseil général doit procéder le 14 avril 1999.

#### **1. Introduction**

1.1 Le paragraphe 3.1 du Programme de travail sur le commerce électronique (WT/L/274, 30 septembre 1998) prévoit que "le Conseil du commerce des marchandises examinera les aspects du commerce électronique en rapport avec les dispositions du GATT de 1994, les accords commerciaux multilatéraux visés à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC et le programme de travail approuvé et fera rapport à ce sujet. Les questions à examiner comprendront:

- l'accès aux marchés pour les produits se rapportant au commerce électronique et l'accès à ces produits;
- les questions relatives à l'évaluation découlant de l'application de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994;
- les questions découlant de l'application de l'Accord sur les procédures de licences d'importation;
- les droits de douane et autres droits et impositions définis à l'article II du GATT de 1994;
- les normes en relation avec le commerce électronique;
- les questions relatives aux règles d'origine;
- les questions de classification".

1.2 Pour s'acquitter de son mandat, le Conseil des marchandises a tenu trois réunions informelles (le 26 novembre 1998, le 5 février et le 8 mars 1999), au cours desquelles il a examiné les questions énumérées ci-dessus. Le Secrétariat a établi une note (G/C/W/128) qui donne des informations générales sur ces questions. Le résumé factuel ci-après des discussions au CCM vise à rendre compte des vues exprimées à ces trois réunions.

1.3 Aux trois réunions, les débats ont été axés sur la question de savoir s'il fallait définir les transmissions électroniques comme des services, des marchandises ou autre chose, ainsi que sur les problèmes pratiques liés à cette question. Celle-ci a été soulevée sous plusieurs rubriques (à savoir, les droits de douane, la classification, l'évaluation en douane, les règles d'origine et les licences d'importation). Par souci de cohérence, eu égard aux arguments présentés, il semble utile de faire la synthèse du débat sous le titre distinct de "Définition".

## **2. Portée du programme de travail et définition des transmissions électroniques**

2.1 Certaines délégations étaient préoccupées par le fait que l'expression "commerce électronique" n'avait pas été définie et pensaient que les travaux devraient commencer par l'élaboration d'une telle définition. D'autres ont noté qu'une définition n'était utile que si elle présentait un intérêt pour les engagements existants et craignaient qu'il ne soit difficile d'élaborer une définition dans un domaine dynamique et en continuelle évolution comme celui du commerce électronique. Une délégation a dit qu'une définition du commerce électronique lui-même n'était pas nécessaire dans le cadre du programme de travail, car le Conseil des marchandises pouvait traiter les questions énumérées au paragraphe 3.1 sans nouvelle définition. Puisqu'il n'existait aucun engagement sur le commerce électronique en tant que tel dans le cadre de l'OMC, aucune définition définitive de cette expression n'était nécessaire.

2.2 Dans le cadre de la discussion sur les éléments inclus dans le commerce électronique, une délégation a suggéré de prendre en compte quatre catégories de transactions qui répondraient à la définition pratique du commerce électronique:

- i) les transactions effectuées par voie électronique, combinées avec la livraison matérielle de marchandises; dans ce cas, les engagements traditionnels pris dans le cadre du GATT s'appliqueraient;
- ii) le commerce de marchandises liées au commerce électronique (par exemple, les ordinateurs); là encore, les engagements traditionnels pris dans le cadre du GATT s'appliqueraient;
- iii) la vente de supports tels que les CD ou les cassettes, qui contiennent des données numérisées (par exemple, des logiciels ou de la musique); la question du contenu des supports serait liée à des questions d'évaluation en douane;
- iv) les données numérisées transmises par des moyens électroniques, à savoir les transmissions électroniques.

2.3 La plupart des délégations étaient d'avis qu'il était nécessaire de définir les transmissions électroniques. Les dispositions de l'OMC dans le domaine des marchandises (à savoir le GATT de 1994 et les accords commerciaux multilatéraux visés à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC) seraient applicables aux transmissions électroniques dans les cas et dans la mesure où le contenu de ces transmissions pourrait être défini comme une marchandise.

2.4 Certaines délégations ont dit que la transmission de données par voie électronique elle-même était un service de livraison visé par l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Une délégation se demandait si l'on pouvait distinguer le contenu des transmissions électroniques de la fourniture de ce contenu, alors qu'une autre délégation voyait un intérêt à établir une telle distinction.

2.5 Certaines délégations ont dit que les transmissions électroniques devaient toujours être considérées comme des services et que les disciplines élaborées dans le cadre de l'AGCS seraient applicables. L'AGCS était neutre du point de vue des technologies et n'établirait pas de distinction entre les différents modes de livraison. D'autres délégations ont répondu que l'on ne tenait pas compte ainsi du caractère dynamique et évolutif d'Internet.

2.6 Certaines délégations ont demandé si les disciplines juridiques du GATT pourraient être appliquées aux contenus numérisés livrés par des moyens électroniques, dans la mesure où ces contenus pourraient être définis comme des marchandises. Le contenu de certaines transmissions électroniques ressemblait effectivement à des marchandises, ou en était un proche substitut. Les

exemples donnés dans ce contexte portaient sur la musique téléchargée *via* Internet sous forme de données numérisées, par opposition aux CD matériels achetés dans un magasin. Au cas où un logiciel téléchargé *via* Internet serait un parfait substitut d'un logiciel sur disque ou CD, la question se poserait de savoir pourquoi des droits de douane devraient être prélevés uniquement sur le produit matériel (lorsqu'il était importé de l'étranger) et non sur les données téléchargées. Toutefois, il a été noté que celles-ci pourraient ne pas répondre à la définition d'une importation. Il a en outre été noté que, à l'avenir, les logiciels téléchargés *via* Internet résulteraient probablement d'une série d'interactions entre le client et le vendeur et ne seraient pas un produit "similaire". Il a donc été estimé qu'il pourrait être utile d'engager une discussion concernant les "produits similaires" dans ce contexte.

2.7 Une délégation considérait que la distribution de masse des données par le biais de transmissions électroniques devrait relever des disciplines du GATT, alors que la distribution plus personnalisée devrait être visée par l'AGCS.

2.8 Une délégation pensait qu'il ne serait pas productif de vouloir, coûte que coûte, classer tout ce qui pourrait émaner des transmissions électroniques dans des catégories connues, telles que les marchandises ou les services. Tous les produits numérisés pouvaient être échangés *via* Internet, et même si certains d'entre eux, par exemple les logiciels ou la musique, pouvaient être stockés sur des supports après avoir été reçus par voie électronique (se rapprochant ainsi d'une marchandise), ces supports étaient dans bien des cas inutiles. Les produits pouvaient également être stockés sur le disque dur de l'ordinateur du destinataire. Ces produits étant dotés d'un caractère permanent, mais pas d'une forme matérielle fixe, il faudrait se demander s'ils appartenaient à la catégorie des marchandises ou à celle des services. Les possibilités de "personnalisation", inhérentes à bon nombre de produits numérisés, feraient que l'on aurait du mal à les classer parmi les marchandises traditionnelles. Le nombre de nouvelles catégories de produits rendues possibles grâce à la numérisation était illimité. Par exemple, les produits numérisés combinaient souvent des éléments qui, dans les applications matérielles, étaient séparés, avec par exemple la combinaison d'applications pédagogiques, récréatives et même commerciales dans un seul produit.

2.9 Un autre aspect étroitement lié à cette question portait sur le point de savoir s'il y avait effectivement importation lors de la transmission de données par voie électronique. Une délégation a dit que, lorsque des droits de douane étaient appliqués à des marchandises dans son pays, il y avait toujours une transaction commerciale transfrontières en cause. Avec le commerce électronique, et en particulier avec Internet, on ne savait pas très bien si "quelque chose" traversait effectivement une frontière, ce qui pourrait amener à conclure qu'une "importation" au sens de l'article II du GATT n'avait pas lieu. Cet article faisait mention de droits de douane appliqués à une importation. Si aucune importation n'avait lieu, les transmissions électroniques sortiraient du champ d'application des droits de douane.

2.10 Une autre délégation pensait qu'il était difficile de voir comment une distinction entre "marchandises" et "services" pourrait être faite dans la pratique, même si elle était reconnue en théorie. Les octets de flux de données transmis étant uniquement composés de uns et de zéros, elle a demandé comment il était possible de décider, dans chaque cas, si une transmission donnée relevait des disciplines applicables aux marchandises ou à celles qui s'appliquaient aux services.

2.11 Les discussions ont montré qu'il y avait une grande variété d'opinions et de questions concernant la définition du contenu des données numérisées transmises par voie électronique, y compris la question de savoir si cette définition faisait effectivement avancer les discussions sur le programme de travail.

### **3. L'accès aux marchés pour les produits du commerce électronique et l'accès à ces produits**

3.1 Plusieurs délégations ont dit que les engagements en matière d'accès aux marchés pour les produits du commerce électronique étaient énoncés dans les listes existantes des Membres. De nombreux Membres ont indiqué que le fait de procéder à des transactions commerciales par des moyens électroniques ne modifierait en rien les obligations énoncées dans les consolidations tarifaires qui figuraient dans les listes des Membres. Deux délégations ont dit que la question de l'accès aux produits en question relevait de la compétence de chaque pays.

3.2 Des vues divergentes ont été exprimées au sujet de la pertinence de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) en la matière. Plusieurs délégations pensaient que cet accord contribuait grandement à créer un environnement propice au commerce électronique en fournissant un accès moins coûteux aux produits s'y rapportant, et donc en stimulant la participation des parties au commerce électronique. Certaines pensaient que la liste des produits visés par l'ATI recouvrait approximativement celle des produits du commerce électronique, de sorte qu'il était inutile d'établir un programme de travail distinct pour améliorer l'accès aux marchés pour ces produits. La participation à l'ATI d'un plus grand nombre de Membres élargirait l'accès pour ces produits. D'autres Membres pensaient que l'ATI présentait un intérêt limité pour la question de l'accès aux marchés pour les produits du commerce électronique et de l'accès à ces produits, puisque tous les Membres de l'OMC ne participaient pas à cet accord. En conséquence, l'analyse devrait se faire dans une perspective plus large. Par ailleurs, la liste des produits pertinents pourrait être plus importante que celle des produits visés par l'ATI. Quelques délégations pensaient que cet accord n'était d'aucun intérêt pour le programme de travail en cours, puisqu'il s'agissait d'un accord sectoriel sans aucun rapport avec les questions liées aux transmissions électroniques.

3.3 S'agissant du lien entre le commerce électronique et la facilitation des échanges, certaines délégations ont soutenu que ce point ne présentait pas d'intérêt pour le programme de travail, parce que l'utilisation de moyens électroniques pour faciliter le flux de marchandises n'était pas liée à "la production, [...] la distribution, [...] la commercialisation, [...] la vente ou [...] la livraison de marchandises et services par des moyens électroniques", ce qui était la définition du commerce électronique donnée au paragraphe 1.3 du programme de travail. D'autres délégations pensaient que ces deux questions étaient étroitement liées. Une délégation a noté qu'il y avait un point se rapportant à la facilitation des échanges qui présentait un intérêt pour le commerce électronique, à savoir les politiques ou pratiques des pays Membres concernant les transactions électroniques qui pourraient soit favoriser soit entraver le développement des produits du commerce électronique.

3.4 Les observations additionnelles ci-après ont été faites:

- Une délégation a suggéré d'examiner plus en détail les liens entre l'ATI et les produits qui sont des éléments nécessaires à la conduite du commerce électronique.
- Une autre délégation s'est demandé si, et dans quelle mesure, l'accès aux marchés pour les produits en question était entravé par des restrictions à l'exportation, par exemple pour des raisons de sécurité.
- Il a été demandé si les droits de douane appliqués aux produits se rapportant au commerce électronique empêcheraient les pays de mettre en place l'infrastructure nécessaire pour le commerce électronique.
- Une délégation pensait que, bien qu'il y ait eu quelques échanges sur l'accès aux marchés pour les produits se rapportant au commerce électronique, il fallait en savoir davantage sur l'accès à ces produits dans les pays importateurs.

#### **4. Les droits de douane et autres droits et impositions définis à l'article II du GATT de 1994**

4.1 Certaines délégations ont souligné que la Déclaration ministérielle sur le commerce électronique (WT/MIN(98)/DEC/2) prévoyait un statu quo en ce qui concerne les droits de douane visant les transmissions électroniques, alors que le programme de travail sur le commerce électronique prévoyait l'examen d'un éventail plus large de questions, par exemple celles qui avaient trait à la vente de biens matériels par des moyens électroniques. Il a été dit que l'accord de statu quo ne pouvait en aucun cas préjuger des résultats du programme de travail.

4.2 Les délégations semblaient s'accorder à dire que les marchandises vendues ou commercialisées par des moyens électroniques, mais qui continuaient d'être livrées matériellement à travers les frontières, seraient soumises aux engagements et dispositions existants dans le cadre de l'OMC qui se rapportaient au commerce des marchandises, par exemple les droits de douane.

4.3 Plusieurs délégations étaient d'avis que l'application de droits de douane et d'autres droits et impositions définis à l'article II du GATT de 1994 ne serait possible que dans la mesure où les transmissions électroniques seraient considérées comme des marchandises. Une délégation a ajouté qu'une autre condition préalable était que les transmissions soient clairement définies comme étant des importations. Elle estimait que l'une et l'autre de ces propositions étaient contestables. Un examen plus détaillé de cette question figure dans la partie ci-dessus traitant de la définition.

4.4 Pour une délégation, même s'il était possible de définir certaines transmissions comme étant des marchandises (ce qui voudrait dire que des droits de douane pourraient être appliqués), il fallait se demander comment le taux de droit applicable pourrait être déterminé, compte tenu en particulier du fait que les transmissions électroniques n'étaient pas actuellement classées dans le Système harmonisé (SH), ni dans les listes tarifaires des Membres. Cette délégation se demandait également si la classification à des fins douanières ne dépendait pas du contenu des marchandises transmises.

#### **5. Les questions de classification**

5.1 Plusieurs délégations ont dit que le SH ne semblait pas convenir à la classification des transmissions électroniques, puisqu'il s'agissait de services et que le Système harmonisé était une nomenclature destinée à la classification des marchandises. La notion de "contenu" elle-même n'était pas traitée dans les accords relatifs aux marchandises, mais semblait être liée à la propriété intellectuelle. En conséquence, le Conseil des ADPIC devrait traiter cette question. D'autres délégations pensaient que la classification était une question qui recouvrait les domaines des services et des ADPIC.

5.2 Une délégation a fait valoir que la classification des marchandises reposait généralement sur les caractéristiques matérielles distinctives des produits. Il en allait de même pour la classification des produits "d'information" sur supports analogiques (par exemple, les cartes, les livres, les disques 33 tours, les cassettes vidéo, etc.). Toutefois, la numérisation avait rendu la classification plus difficile, dès lors que les produits numérisés sur des supports matériels en arrivaient à un stade où il était de plus en plus difficile de définir le type de produit en se fondant sur l'apparence ou les caractéristiques matérielles. Par exemple, les disques pour systèmes de lecture par faisceau laser pouvaient fonctionner sur une gamme toujours plus vaste de systèmes d'exploitation allant de l'appareil informatique traditionnel au lecteur de disques laser utilisé pour d'autres applications. Au bout du compte, ces CD étaient simplement des représentations composées de uns et de zéros.

5.3 Une autre délégation a dit que le SH avait été conçu à des fins de perception des droits de douane et de collecte des statistiques commerciales. S'agissant du commerce électronique, il y avait déjà un engagement de statu quo visant à maintenir la pratique qui consistait à ne pas imposer de

droits de douane. La collecte de statistiques serait, en tout cas, difficile de par la nature des transmissions électroniques.

5.4 Les Membres ont été informés qu'un pays membre de l'OMD avait récemment présenté, dans le cadre de cette instance, une proposition visant à indiquer séparément les "logiciels sans support informatique" dans le SH. En outre, le SH prévoyait la classification de l'énergie électrique (position 27.16), qui était un produit intangible. Toutefois, cette position était facultative et son utilisation était laissée à la discrétion des parties contractantes à la Convention sur le SH.

## **6. Les questions relatives à l'évaluation découlant de l'application de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994**

6.1 La discussion sur les questions relatives à l'évaluation en douane présentant un intérêt pour le programme de travail a été axée entre autres sur la "Décision sur l'évaluation des supports informatiques et de logiciels destinés à des équipements de traitement des données" (VAL/8), qui laisse aux Membres le soin de prélever les droits de douane soit sur la base de la valeur transactionnelle (le prix payé ou payable) du support (par exemple, la disquette), y compris la valeur du logiciel, soit sur la base du coût ou de la valeur du support seul.

6.2 Plusieurs délégations ont dit que cette décision présentait un intérêt limite pour les discussions au titre du programme de travail, dans la mesure où son champ d'application ne s'étendait pas aux données transmises par voie électronique, ni aux enregistrements du son et de l'image. Il a été noté qu'elle excluait explicitement les enregistrements sonores, cinématographiques et vidéo, dont la transmission par des moyens électroniques connaissait un succès croissant.

6.3 Certaines délégations pensaient que, lorsqu'il n'y avait pas de support, on avait affaire à des services plutôt qu'à des marchandises, et des débats sur les aspects qui touchaient aux services auraient lieu au Conseil du commerce des services. Dans les cas où il y avait un support, les données non matérielles qu'il contenait avaient été traitées comme une marchandise, parce qu'il n'existait aucun accord sur les services en 1984, lorsque la Décision avait été prise.

6.4 D'autres délégations pensaient qu'à ce stade il ne fallait pas exclure que les transmissions électroniques puissent être considérées comme des marchandises, auquel cas l'Accord sur l'évaluation en douane serait pertinent et des questions relatives à l'évaluation fondées sur cet accord pourraient se poser.

6.5 Une délégation pensait que ce n'était pas un hasard si la Décision concluait qu'il était plus exact de décrire le produit importé comme un simple support, même si, du point de vue de l'intérêt de l'importateur, ce support était accessoire. Donc, les données elles-mêmes ne constituaient pas une importation. Cela ressortait également de la Décision de 1984, dans laquelle le Président du Comité de l'évaluation en douane a relevé que "le logiciel peut être transmis par câble ou par satellite, auquel cas la question des droits de douane ne se pose pas" (VAL/W/14/Rev.2, 25 juillet 1984).

6.6 Une délégation pensait qu'avec la transmission électronique d'un logiciel à des fins commerciales, l'acquéreur achetait en réalité une licence et non le programme en tant que tel. Celui-ci restait la propriété de la société qui l'avait conçu et distribué. Dans ce contexte, il fallait traiter la question de l'évaluation des services relevant du commerce électronique, ce pourquoi il était pertinent de prendre en compte non pas la valeur du logiciel en tant que tel ni les données particulières dont il se composait, mais plutôt la valeur de la licence ou du droit d'utiliser ce qui était transmis.

6.7 Une délégation a dit que les paiements électroniques de marchandises importées (tels que les paiements par carte bancaire *via* Internet) pouvaient poser des problèmes d'évaluation des

marchandises, si les banques nationales ne participaient pas à la transaction. L'évaluation incorrecte de produits importés payés par voie électronique constituerait un problème majeur.

## **7. Les questions relatives aux règles d'origine**

7.1 Il a été dit que les règles d'origine elles-mêmes étaient un outil servant à appliquer d'autres instruments de politique commerciale, tels que les droits de douane ou les restrictions quantitatives bilatérales et qu'il était donc difficile d'évaluer leur rapport avec le commerce électronique avant de déterminer comment d'autres instruments, dont l'application requiert une détermination des règles d'origine, devraient s'appliquer dans le cadre des transmissions électroniques. Plusieurs délégations ont jugé prématuré, à ce stade, d'examiner les questions relatives aux règles d'origine, mais elles ont fait valoir que l'Accord sur les règles d'origine pourrait s'appliquer si l'on déterminait que les transmissions électroniques étaient des marchandises.

7.2 Une délégation a dit que des règles d'origine applicables aux données avaient été examinées dans le cadre du programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine. Au cours du débat sur les règles d'origine applicables aux supports enregistrés ou aux enregistrements du son (Code SH 8524), il avait été proposé de conférer l'origine au pays dans lequel les enregistrements avaient été produits par des producteurs de phonogrammes qui y étaient implantés ou établis (par opposition au lieu où le son est copié sur un support). Toutefois, ces discussions n'ont pas abouti. Cette même délégation a dit que, si une détermination d'origine se fondait sur des critères *ad valorem*, la question de la valeur des données contenues dans le produit final ne se posait pas uniquement lorsque ces données étaient transmises par voie électronique. Le même problème se poserait si elles étaient transmises par des moyens autres qu'électroniques.

7.3 Une délégation a fait observer que l'utilisation ou l'intégration de données devenait très courante pour quasiment tous les produits manufacturés allant du four à micro-ondes "intelligent" aux automobiles connectés à Internet et aux jouets. En ce sens, tous les produits manufacturés devenaient des supports pour données numérisées; toutefois, ces situations suscitaient généralement des questions traditionnelles ayant trait au traitement d'un bien matériel et non à la transmission électronique de données numérisées. Jusque-là, dans le cadre des régimes préférentiels en matière de règles d'origine dans lesquels des seuils étaient appliqués en ce qui concerne la valeur ajoutée, l'inclusion ou l'exclusion des coûts correspondant à des éléments intangibles donnés utilisés dans la production de marchandises était fréquente. Toutefois, de telles pratiques ne comprenaient pas une recherche de l'origine des données. Elles consistaient plutôt à vérifier les coûts liés à la production de la marchandise matérielle dont il fallait déterminer l'origine. Au sujet de la question des transmissions électroniques, le caractère mouvant de l'environnement dans lequel s'effectue le commerce électronique, à savoir le flux d'éléments en constante évolution, des fonctionnalités, des traitements et des communications a été mentionné.

7.4 Une autre délégation a dit que le cas évoqué au paragraphe 6.3 du document G/C/W/128, à savoir le cas où des données sont envoyées par voie électronique et stockées sur un support matériel, était important, bien que des questions d'origine puissent se poser même si les données n'étaient pas transmises par voie électronique. Cette délégation pensait également que le Comité des règles d'origine et le Comité technique de l'OMD étaient les enceintes appropriées pour examiner ce genre de question.

7.5 Plusieurs délégations ont dit que la détermination de l'origine des transmissions électroniques (pour celles qui pourraient être classées comme des marchandises) serait une source de difficultés. Les technologies complexes, qui permettent de reproduire facilement et de transmettre à l'infini des données numérisées, rendaient difficile la détermination de l'origine véritable d'une transmission. Une délégation a noté que les transmissions elles-mêmes n'étaient pas de simples transactions d'un point à un autre. Le lieu où ces transmissions traversaient les frontières dépendait toujours des



caractéristiques spécifiques de la série d'utilisateurs reliés au réseau, ainsi que des caractéristiques tout aussi changeantes se rapportant au programme et à l'emplacement d'appareils tels que les serveurs. Un tel environnement n'était pas un moyen pratique concurrençant les différentes transactions transfrontières, qui pouvaient être définies, ou même s'en rapprochant. Il existait donc de très sérieux doutes quant à l'applicabilité des règles d'origine au cadre du commerce électronique.

## **8. Les normes en relation avec le commerce électronique**

8.1 Une délégation a soulevé la question de la mise en œuvre d'une normalisation internationale dans le domaine du commerce électronique et a souligné que les mesures et procédures prévues pour l'établissement et l'application des normes ne devraient pas elles-mêmes devenir des obstacles au commerce ni une entrave à l'élaboration, au transfert et à la diffusion, dans des conditions de concurrence, des technologies en rapport avec l'infrastructure mondiale de l'information. Cette infrastructure, qui couvrait à la fois les systèmes d'information et les télécommunications, était une plate-forme fondamentale sur la base de laquelle s'effectuait le commerce électronique mondial et permettait l'interconnectivité et l'interopérabilité des infrastructures nationales de communication de l'information. En conséquence, les normes jouaient un rôle plus important dans le commerce électronique mondial que dans toute transaction portant sur des produits, puisque le commerce électronique mondial nécessitait une normalisation à la fois du produit et de son support. Non seulement l'inadaptation des normes restreignait les échanges, mais aussi elle occasionnait un manque de synchronisation des opérations, donnant ainsi indirectement naissance à des monopoles et des cartels sur le marché mondial. Cette délégation a par ailleurs noté que l'Accord OTC, qui avait été établi pour supprimer les disparités inhérentes découlant d'une normalisation inégale de façon à favoriser la liberté des échanges, prévoyait effectivement des disciplines concernant le respect des normes internationales fixées par l'ISO et la CEI par voie de consensus. La délégation a souligné qu'il était important de faire participer les pays en développement et les petites et moyennes entreprises à l'élaboration et à l'établissement de normes technologiques pour les applications logicielles et les produits commercialisés par voie électronique, afin de leur assurer l'interopérabilité, la connectivité et l'accès aux plates-formes servant au commerce électronique. Elle a recensé plusieurs questions qui mériteraient un examen plus approfondi: i) l'élaboration et l'application de normes pour les applications logicielles; ii) les inconvénients pour l'infrastructure nationale de l'information, en particulier dans les pays en développement, des progrès technologiques rapides que provoquent les acteurs dominants du marché, les monopoles et les cartels; iii) la technologie de décryptage; iv) la cartellisation du marché du matériel de télécommunication; v) la compatibilité des protocoles et du matériel pour assurer l'interopérabilité et l'interconnectivité des systèmes; vi) des normes applicables au contenu (produits commercialisés sous forme numérisée) et vii) la position dominante de quelques entreprises sur le marché, qui entrave l'interopérabilité et l'interconnectivité.

8.2 D'autres délégations, réagissant de manière préliminaire à la déclaration ci-dessus, ont dit qu'elles considéraient qu'une réglementation excessive de la part des gouvernements et le recours à des normes obligatoires inhiberaient le progrès technologique, empêchant ainsi ses avantages potentiels de se faire sentir rapidement. Finalement, il fallait trouver un équilibre entre les avantages d'une recherche privée dynamique et le progrès, tout en protégeant les avancées des monopoles technologiques, qui introduiraient eux-mêmes de graves distorsions sur le marché et iraient à l'encontre de l'intérêt légitime des peuples à tirer profit des technologies de l'information. L'expansion actuelle du commerce électronique s'appuyait sur la liberté des transactions et il fallait élaborer des normes pour promouvoir le commerce électronique et non pour empêcher un tel développement. On pouvait douter que l'OMC, ou tout autre organe, soit capable de normaliser tous les domaines d'interconnectivité des logiciels et du matériel informatique. Il a été dit que l'OMC devrait avoir pour objectif d'élaborer des disciplines et des principes généraux, plutôt que de fixer des normes spécifiques pour le commerce électronique. Un certain nombre de délégations ont dit que les questions soulevées au paragraphe 8.1 pourraient être examinées de plus près sur la base d'une note établie par la délégation qui les avait soulevées.

8.3 Plusieurs délégations ont dit que la question des normes devait également être examinée dans le contexte de la définition des transmissions électroniques en tant que marchandises, services ou autre chose. L'Accord OTC n'était pertinent que pour les éléments du commerce électronique auxquels s'appliquaient les disciplines visant les produits.

## **9. Les questions découlant de l'application de l'Accord sur les procédures de licences d'importation**

9.1 Les délégations qui ont pris la parole sont convenues que les éventuelles questions ne pourraient être efficacement examinées qu'après que le caractère des données transmises par voie électronique aurait été précisé. Cette question était semblable à celle des règles d'origine ou de l'évaluation en douane.

## **10. Autres questions**

10.1 Une délégation a dit qu'il était important de voir en quoi les considérations en matière de développement étaient liées au commerce électronique et comment celui-ci prendrait la place des moyens d'échange traditionnels. Une autre délégation pensait qu'au lieu d'évincer les moyens d'échanges traditionnels, le commerce électronique offrirait d'importantes possibilités en matière de création d'échanges et de production. En conséquence, la croissance du commerce électronique n'avait pas d'effet restrictif sur les échanges et ne devrait pas donner lieu à des restrictions par crainte d'une éviction des autres moyens d'échange.

10.2 Une autre délégation a dit qu'il serait utile de voir si l'on pouvait établir, afin de faciliter le processus, un cadre de principes généraux pour les principaux aspects du commerce électronique. Toutefois, il faudrait faire preuve de beaucoup de prudence dans des domaines tels que la protection des consommateurs, la sécurité des transactions et la fraude. Cette délégation avait des doutes quant à l'applicabilité des mesures destinées à restreindre la fourniture par voie électronique de certains services sur le territoire d'un Membre.

## **11. Note finale du Président**

11.1 Sur la base des discussions ayant eu lieu jusqu'ici, il semble que la majorité des délégations pensent que la plupart des aspects du commerce électronique que le CCM est chargé d'examiner ne pourront être efficacement traités que lorsqu'il aura été déterminé si, et dans quelles circonstances, les transmissions électroniques peuvent être considérées comme des services, des marchandises ou autre chose. Toutefois, la question de la définition des transmissions électroniques est l'une des questions "liée[s] au commerce qui recoupe[nt] plusieurs domaines", à l'examen desquelles le Conseil général devra procéder, conformément au paragraphe 1.2 du programme de travail. À la lumière de ces considérations, les Membres ont convenu de poursuivre les discussions sur ce point, si nécessaire, dans le contexte des résultats de l'examen intérimaire de l'avancement de la mise en œuvre du programme de travail, qui doit avoir lieu au Conseil général.

---